

# QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité  
24 avril 2012- 6h35, 7h35 et 8h35

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,  
Radio Africa numéro 1



## A retenir

- ✓ L'Afrique du Général De Gaulle n'est pas morte
- ✓ Où est la décision en France sur l'Afrique : Coopération, Ministère des Affaires étrangères ou cellule de l'Elysée ?
- ✓ Influence des postes décisionnelles africaines
- ✓ Gauche, Droite ou Centre français : quelle Afrique ?

## Thème en gestation

- ◆ Congo dit « démocratique » : le pouvoir quitte-t-il le Zaïre pour un Rwanda aux ordres des Occidentaux ?
- ◆ Croissance économique de l'Afrique : le FMI oublie les statistiques sur l'Afrique
- ◆ Togo : demi-pardon et émergence de la bipolarisation politique

## L'Afrique, parent pauvre de la campagne présidentielle française

L'Afrique, depuis le Général De Gaulle, relève du domaine réservé du chef de l'Etat français. Cela n'a pas changé avec François Mitterrand au cours de ces 14 ans de règne, ni depuis Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy, qui ont contribué à intégrer le Ministère de la coopération dans celui des Affaires étrangères. Cela n'a pas contribué pour autant à ce que les pleins pouvoirs quittent la Présidence de la République française. C'est un secret de polichinelle que le Ministre en charge des Affaires étrangères n'est pas toujours au courant des décisions qui se prennent à l'Elysée. Pourtant, il n'y a pas de puissance française sans le contrôle d'une partie de l'Afrique, notamment la partie francophone. Tout le monde sait que lorsque l'Afrique s'autonomise au niveau de sa gouvernance, la position de la France se détériore dans le monde au point que certains voient la puissance de la France rétrécir sans une Afrique affaiblie, tout au moins au niveau de ses décideurs. Il n'y a pas de grande puissance française aux Nations Unies sans les voies « automatiques » des pays africains. Alors il importe que la France ait directement ou indirectement un moyen d'influencer l'Union africaine, les institutions

sous-régionales comme la Communauté économique et de développement des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou plus francophone, l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA). La difficulté à porter à la tête de ces institutions africaines des candidats libres et indépendants est en rapport direct avec justement les enjeux de puissance de certains pays riches. Quand l'Afrique stagne au plan décisionnel, les grandes puissances en tirent un grand bénéfice en termes d'influence et d'orientation de l'économie mondiale. Avec l'arrivée des pays émergents et leur volonté d'indépendance et de non-alignement, certains dirigeants africains hésitent à choisir le camp. D'autres jouent au double agent optant pour la transhumance entre les pays émergents et les pays riches. En définitive, c'est l'Afrique en tant que continent qui y perd. Les populations ne font que subir les conséquences de ces hésitations. L'absence de lisibilité de la politique étrangère française vis-à-vis de l'Afrique francophone peut se résumer à de grandes incantations contre la « *françafrique* » avant les élections, et

-----+~+~+@+~+-----

le statu quo une fois les élections passées et les Africains-Français grugés. Alors le domaine réservé du chef de l'Etat français ne peut disparaître si les chefs d'Etat africains eux-mêmes gèrent l'Etat comme on gère un domaine patrimonial. Le vrai débat en France entre la gauche, la droite ou le centre n'a pas eu lieu. L'Afrique est indispensable à la puissance de la France. Pourtant quid de l'Afrique dans la campagne électorale ! Les grandes promesses d'augmentation de l'aide au développement sont restées lettre morte. Il y a actuellement une baisse. Les investisseurs français quittent l'Afrique sauf si l'Etat africain prend des garanties financières pour éponger les dettes découlant d'un investissement raté. Les Etats africains soutiennent trop les investisseurs qui transfèrent le risque sur les populations via la garantie de l'Etat. Ce manque-à-gagner ne profite pas aux populations africaines. Croire que la démocratie sénégalaise de Macky Sall est équivalente à la démocratie de l'ingérence de la Côte d'Ivoire, celle de la contre-vérité des urnes du Gabon ou du Togo ou au Congo démocratique, celle de la complaisance au Cameroun, Burkina-Faso ou même au Bénin,

c'est que la conception de la vérité des urnes par la France de l'après-élection reste trop élastique. Personne n'oublie les humiliantes queues des Africains devant les ambassades françaises en Afrique à la recherche d'un hypothétique visa. Personne n'oublie aussi certains fonctionnaires d'ambassades occidentales qui profitent de la procédure pour se faire de l'argent sur le dos des pauvres africains. Alors, redorer l'image de la France passera par une nouvelle politique de la migration circulaire entre l'Afrique et la France, fondée sur l'acquisition des compétences et la diffusion du savoir. La France de l'après-élection présidentielle gagnerait à opter pour l'enracinement des peuples et l'économie de proximité. La France doit cesser de voir l'Afrique comme un espace postcolonial où l'on peut continuer à travailler impunément avec des dirigeants de la contre-vérité des urnes et des armées non républicaines. Avec une Diaspora de plus en plus organisée, la France gagnerait à travailler avec les représentants du peuple africain qui ont opté pour une démocratie reposant sur la vérité des urnes. YEA.



Contact Africa1  
+33 1 55 07 58 07/01  
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com  
yeamaizo@amaizo.info

### Questions sur l'actualité

La Grande Matinale  
Lundi à Vendredi :  
6h35, 7h35 et 8h35

## Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à  
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet  
d'apporter des éclairages originaux,  
assurément différents de  
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

[www.amaizo.info](http://www.amaizo.info)

Rubrique  
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/  
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)